Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber: Forum Helveticum
Band: 10 (2002)

Artikel: Le "Röstigraben" : quelle histoire pour quelle réalité?
Autor: Herrmann, Irène
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-832910

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 31.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE «RÖSTIGRABEN»: QUELLE HISTOIRE POUR QUELLE RÉALITÉ?

Irène Herrmann

Longtemps, l'écriture du passé s'est voulue une retranscription objective et fidèle des événements écoulés. On sait maintenant qu'il n'en est rien. Et quels que soient les efforts des chercheurs, ils sont eux-mêmes le produit d'une époque que leurs œuvres reflètent. Dans ce contexte, que peut-on réellement savoir des origines et du développement des rapports entre Romands et Alémaniques? Et au-delà même de ces connaissances tangibles, quel est donc le rôle de l'historiographie dans cette particularité linguistique suisse? En d'autres termes, l'examen de cette littérature scientifique et son analyse en fonction des conditions de son élaboration permettent-ils d'évaluer dans quelle mesure, jusqu'à quel point et avec quel impact le récit des historiens signale effectivement cette rupture qu'avec un certain sens de l'autocritique on s'accorde malicieusement à qualifier de «Röstigraben»?

L'historiographie: description

Si le terme de «Röstigraben», précisément, est de facture récente, la coexistence du français et de l'allemand qu'il désigne est un phénomène déjà fort ancien. Durant l'Ancien Régime, de nombreux observateurs mentionnent le fait comme une simple curiosité supplémentaire dans le panorama des spécificités helvétiques. Au XIXe siècle, ce statut discursif ne change pas. En dépit de l'entrée de trois cantons francophones dans la Confédération et en dépit des développements idéologiques qui tendent à envisager la langue comme vecteur privilégié de l'identité nationale, rares sont les auteurs suisses qui s'émeuvent des difficultés que la situation linguistique serait en mesure de causer à l'unité de leur patrie. Même les historiens, pourtant fortement sollicités dans le processus de transformation du pays en Etat moderne, se contentent d'évoquer la multiplicité des idiomes, sans paraître s'inquiéter des potentialités de division que cette diversité peut impliquer[1]. Ce désintérêt apparent s'explique, en réalité, par les spécificités de l'invention de la «nation» helvétique, qui se forge à cette époque autour de l'idée d'un ancrage fondamental dans un système et des idéaux politiques communs. La tâche principale des spécialistes du passé, au XIXe siècle, consiste alors à démontrer que la démocratie et le fédéralisme sont l'expression d'un immémorial amour de la liberté qui, depuis

toujours, caractériserait les Suisses et les propulserait au rang d'inimitables exemples du progrès au sein de l'Europe.

Il faut attendre la fin de la Première Guerre mondiale et le début des années vingt pour voir leurs ouvrages généraux accorder une attention certaine au phénomène. C'est durant l'entre-deux-guerres qu'apparaissent, parallèlement, les premières études scientifiques spécifiquement consacrées au problème et contenant, de manière exclusive ou partielle, des démonstrations qui en retracent l'histoire. A partir de ce moment, les travaux sur le cheminement du plurilinguisme suisse se multiplient, suivant même, par à-coups, une évolution de type quasi exponentiel. Après un timide démarrage, elle reprend dans les années quarante, s'amplifie environ vingt ans plus tard, se déploie à la fin des années septante, et atteint des niveaux insoupçonnés durant la dernière décennie[2].

Dans l'ensemble, ces différents textes insistent sur les mêmes périodes et les mêmes configurations d'événements. Ainsi, ils relèvent tous la longévité du phénomène et l'apparent «œcuménisme» dans lequel il se vécut. Ils saluent ensuite les initiatives tentées par la République helvétique puis par le jeune Etat fédéral en 1848 pour trouver une expression institutionnelle au plurilinguisme. La première difficulté significative est relevée en 1872 quand les cantons romands s'allièrent aux vaincus du Sonderbund pour faire échec à une révision totale de la Constitution, proposée par la majorité des cantons alémaniques. Les francophones votèrent alors contre ce projet d'étatisation accrue, qu'ils percevaient comme outrancière et conçurent comme un essai d'imitation du modèle prussien. Le deuxième point d'achoppement majeur est situé durant la Première Guerre mondiale. Dans chacune des parties linguistiques du pays, une élite intellectuelle relayée par la presse prit alors fait et cause pour le belligérant dont il partageait l'idiome. Cette controverse virulente fut alors qualifiée de «fossé culturel», même si les protagonistes semblent alors avoir surtout soutenu le système politique de leur voisin. Par la suite, les historiens constatent une amélioration des relations interhelvétiques, qui s'enveniment à nouveau dans les années soixante, comme l'atteste l'explosion de la question jurassienne. La situation se pose enfin en problème de cohésion, crucial pendant la dernière décennie du XXe siècle, après que la multiplication des décisions soumises au scrutin populaire eut régulièrement révélé l'existence de deux communautés d'opinions divergentes, et dont la ligne de démarcation épousait peu ou prou le dessin de la frontière linguistique.

Ce consensus sur les points d'inflexion du phénomène n'implique pas, pourtant, que l'on s'entende sur la signification qu'il faut lui donner. A cet égard, les différences semblent d'ailleurs d'autant plus substantielles que le vocabulaire utilisé dans ce domaine ne s'embarrasse que rarement des précautions stylistiques que présuppose l'objectivité scientifique. Ainsi, les chercheurs de la première moitié du siècle n'hésitent pas à asséner des jugements de valeur à leurs lecteurs. Dans les années 1960-1970, ils adoptent parfois un lexique qui, en dépit de la constante quantification de leur savoir, véhicule une subjectivité tout aussi évidente. Enfin, les ouvrages les plus récents laissent eux aussi percer des préférences axiologiques qui restent aisées à décrypter, même pour les contemporains.

Ainsi, il est possible de distinguer trois courants de pensée différents. Tout d'abord, on observe que la majorité des chercheurs travaillant sur le sujet jusque dans l'après-guerre ont tendance à brosser un tableau serein des rapports entre Alémaniques et Romands. Ils soulignent alors les intentions unificatrices qui animaient les protagonistes, lorsque çà et là apparaissaient des frictions, ou insistent sur le dénouement irrémédiablement heureux de ces dernières[3]. Dans ce contexte, la littérature du début des années soixante se présente comme une amère prise de conscience face à des réalités peut-être moins idylliques qu'on ne l'aurait cru. En moins d'une décennie, ce cri d'alarme se transforme même en véritable cri de révolte. Le thème fait alors l'objet d'une réécriture fondamentale, qui replonge aux racines du plurilinguisme helvétique et lui applique une grille d'analyse entièrement renouvelée. Emmenés par Georges Andrey, quelques auteurs généralement francophones décrivent une Suisse romande découvrant son identité en même temps que son «oppression» par la majorité germanophone. Le récit classique d'une cohabitation linguistique pacifique est questionné par des études qui en interrogent la longévité et l'harmonie. L'analyse touche alors rapidement au politique, qu'elle pose le phénomène en exemple des limites du fédéralisme ou qu'elle en fasse un contrepoint privilégié d'une relation des tensions sociales qui tiraillèrent le pays[4]. Dès lors, nombre d'ouvrages consacrés au sujet tendent même à se rapprocher du pamphlet. Ces textes suscitent à leur tour des réponses qui tentent, mutatis mutandis, de combiner la version noire avec la version rose des choses. Au lendemain de la chute du mur de Berlin, les deux interprétations sont effectivement fondues en une seule, où perce une inquiétude sourde et le désir de la combattre par un retour à la stricte neutralité épistémologique de l'histoire. Il en résulte une vision des faits, où les oppositions sont considérées comme une occasion de revivifier l'esprit public helvétique[5].

Le reflet: explication

En examinant les grands tournants intervenus dans le discours sur la question linguistique et sa signification, soit en envisageant l'aspect purement qualitatif des choses, on observe quelques récurrences temporelles révélatrices. Il apparaît ainsi que chacun des trois revirements majeurs concernant l'appréciation du phénomène et de son cheminement se produit à un moment charnière de son développement propre. Le début d'un intérêt marqué pour le phénomène et l'établissement d'une «version rose» des faits sont consécutifs au premier véritable traumatisme de ce type que fut le fameux «fossé culturel». L'interprétation lénifiante de la coexistence linguistique helvétique se présente comme une sorte de rachat et de déni face à la gravité d'un conflit encore présent dans les mémoires. La naissance d'une «version noire», dans les années soixante, coïncide avec l'éclatement du problème jurassien, auquel elle donne une justification historique et une légitimité accrue. Enfin, l'apparition de la dernière tendance semble étroitement liée aux résultats du scrutin du 6 décembre 1992. Elle tente d'expliquer, puis de banaliser l'écart alors révélé en présentant le «Röstigraben» comme un lieu de frictions mais aussi de réconciliations.

Bien que modérée, cette appréhension des réalités est dotée d'une grande vigueur due au nombre toujours plus important de chercheurs qui la prônent. Or, ce subit engouement, comme ceux qui l'ont précédé, n'est pas seulement déterminé par l'actualité des rapports entre Alémaniques et Romands, mais par les circonstances dans lesquelles se trouvait alors le monde. En effet, le développement quantitatif de l'historiographie, soit son évolution en termes de nombre d'ouvrages consacrés à la question linguistique et de périodes de parution privilégiées, est étroitement corrélé aux bouleversements qui affectèrent l'ensemble du XXe siècle. Ainsi, les années vingt constituent un temps de récupération pour l'Europe, persuadée d'avoir vécu la dernière des guerres, et un moment de construction pour la planète qui pense avoir forgé avec la Société des Nations la clé de la paix universelle. La conception optimiste des relations interhelvétiques qui émerge alors se conçoit ainsi comme une réponse aux espoirs d'une génération entière. De même, le regain d'attention qu'on accorde à la question juste avant et pendant la Seconde Guerre mondiale se comprend comme une tentative de conjurer le sort qui semble devoir livrer le continent aux haines franco-allemandes. Le ton vindicatif qui s'impose une vingtaine d'années plus tard se comprend comme une conséquence de la décolonisation, qui engendra une remise en question des structures nationales et une prise de conscience des minorités. A ce titre, la «légende noire» du plurilinguisme se lit comme l'application, à la Suisse, de revendications beaucoup

plus générales. L'accentuation de ce courant, une décennie plus tard, se présente, là encore, comme une des expressions, au niveau helvétique, du choc pétrolier et des angoisses structurelles qu'il suscita dans les pays développés. Enfin, si 1992 constitue une date cruciale pour l'histoire des relations entre les deux principales communautés linguistiques, c'est sans doute à cause de la votation du 6 décembre. Mais cette dernière est elle-même partie intégrante d'un mouvement qui vit la construction européenne s'accélérer, l'Allemagne se réunifier et surtout, l'ordonnancement bipolaire du monde s'effondrer: trois événements propres à stimuler de fortes inquiétudes identitaires que la littérature historique de l'époque reflète bien.

Cette double mise en perspective, à la fois qualitative et quantitative, de l'historiographie du Röstigraben semble, au premier abord, se contenter de confirmer les propos de Benedetto Croce, postulant que tout récit sur le passé est prioritairement contemporain, puisque retraçant, en filigrane, l'époque où il a été lui-même produit. Pourtant, l'exemple étudié incite à relativiser cette pensée. Si la production historienne, dans son ensemble, se pose sans nul doute en miroir des réalités qui l'ont vue apparaître, celle qui se consacre à un seul sujet ne retraduit qu'une partie de son contexte d'élaboration. Ainsi, la narration des rapports entre Alémaniques et Romands sert-elle moins de reflet aux rebondissements de ces relations elles-mêmes que de miroir à certains moments paroxystiques, où la Suisse s'est interrogée sur sa cohésion interne et sur le rôle qu'elle pouvait jouer sur la scène internationale. A cet égard, le discours analysé se présente même comme un lieu privilégié, où s'expriment des sentiments collectifs contradictoires et pourtant complémentaires.

A travers ces textes, on relève des craintes concernant d'éventuels dangers menaçant l'intégrité du pays. Ces peurs peuvent se classer en trois catégories, à savoir l'angoisse devant une dérive autoritaire, dont le «fossé culturel» révéla la nocivité, devant un dysfonctionnement du fédéralisme, impropre à dissiper le «malaise romand», ou encore, devant le «Röstigraben» que dévoilèrent les votations fédérales de la fin du XXe siècle. Ces appréhensions apparaissent dans un commun effroi face aux perspectives que laissent entrevoir le trop peu ou, à l'inverse, le trop plein de démocratie et qui, dans leurs excès, semblent pouvoir signifier la scission du pays, voire son implosion.

Parallèlement, l'historiographie répercute de vastes espoirs quant au rôle que la Suisse serait susceptible de jouer dans le monde. Avant les années soixante, les auteurs désignent leur patrie comme un modèle de «médiation politico-culturelle», digne d'être imité dans toute l'Europe. Par la suite, l'irritation

vindicative dont le pays fait l'objet semble provenir, précisément, de profondes (dés)illusions sur les capacités d'accommodement des institutions helvétiques. Quoique négatif, ce sentiment paraît pourtant issu de l'idée flatteuse que la Suisse se doit de faire mieux, pour elle et pour le monde. Enfin, les ouvrages de la dernière décennie affichent eux aussi des ambitions messianiques, en faisant du problème linguistique l'obstacle qui obligera le pays à s'améliorer constamment.

Conclusion

L'historiographie du «Röstigraben» ne se présente donc pas uniquement comme le récit exact des péripéties que traversa le plurilinguisme helvétique, ni comme un simple reflet des réalités qui l'ont produite, mais surtout comme un véritable catalyseur des projections nationales. Or l'évolution exponentielle de sa courbe de production, au XXe siècle, incite à penser que ce rôle a progressivement gagné en importance.

En réalité, cette évolution n'a rien pour surprendre. D'une part, c'est la disparité linguistique qui a montré les limites du dénominateur politique commun, que les historiens du XIXe siècle considéraient comme la panacée censée garantir l'unité suisse. C'est elle aussi qui, en réponse à la généralisation des régimes démocratiques en Occident et au déclin de l'influence politique du religieux, a servi dans sa spécificité toute helvétique, de test privilégié pour évaluer la solidité des fondements identitaires du pays. Dès lors, ses soubresauts ont suscité des inquiétudes dépassant sans doute leur danger réel. De même, tout signe de coexistence paisible a été interprété comme une preuve de la justesse des aspirations messianiques des fondateurs de l'Etat fédéral.

Au-delà de leur opposition apparente, ces réactions de crainte et de fierté signalent un grand souci de cohésion nationale. A ce titre, l'historiographie du plurilinguisme, qui reflète ce mécanisme tout en y participant, est moins le récit d'une rupture que celui d'efforts d'union helvétique, dont elle se fait l'écho mais aussi l'instrument. Dans ce sens, l'écriture officielle du passé continue de jouer le double rôle de recenseur et de «bricoleur» identitaire hérité du XIXe siècle. En déployant ainsi une facette à la fois descriptive et performative, l'historiographie n'offre-t-elle pas un miroir idéal à ce «Röstigraben» qui désigne, quant à lui, à la fois un fossé et sa volonté de dépassement?

1 Im Hof, Ulrich, *Französisch/Deutsch: die Frage des Bewusstwerden der Mehrsprachigkeit in der vorrevolutionären Schweiz, Cinq siècles de relations franco-suisses. Hommage à Louis Roulet*, in: *Le passé présent. Etudes et documents d'histoire*, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1984, pp. 141-150.

2 Source principale: http//www.punts-info.ch (piste: ->Bienvenue->Bibliographie-> Livres).

3 Weilenmann; Hermann, *Die Vielsprachige Schweiz. Eine Lösung des Nationalitätenproblems*, Im Rhein Verlag, Bâle/Leipzig, 1925.

4 Andrey, Georges, *La conscience politique romande. Petite contribution à l'étude du fédéralisme suisse (1848-1945)*, in: *Annuaire suisse de science politique*, 16/ 1976, pp. 151-161.

5 Büchi, Christophe, *«Röstigraben». Das Verhältnis zwischen deutscher und französischer Schweiz. Geschichte und Perspektiven*, NZZ Verlag, Zurich, 2000, pp. 289-310.